

A Budapest, la Chine courtise l'Europe centrale

18/10/2017

Enregistrement : <https://francais.radio.cz/a-budapest-la-chine-courtise-leurope-centrale-8175476>

La 6e rencontre des Premiers ministres des pays membres des accords dits « 16+1 » a eu lieu ce lundi 27 novembre à Budapest. Ces accords économiques lient directement seize pays d'Europe centrale, orientale, et balkanique au géant chinois, et font l'objet d'une attention toute particulière de la part de la Tchéquie, comme l'a souligné le Premier ministre Bohuslav Sobotka, présent à cette occasion dans la capitale hongroise.

C'est une grande famille qui s'est réunie en Hongrie ce lundi. On y retrouvait la plupart des pays « de l'Est », avec à la table des négociations les quatre pays de Visegrád, les trois pays baltes, les six anciennes républiques de Yougoslavie (sans le Kosovo donc), la Roumanie et l'Albanie. Et aux côtés de tout ce beau monde : la Chine.

Les chefs de gouvernement de tous ces pays étaient ainsi réunis pour la 6e fois depuis la création de l'initiative 16+1, créée à Varsovie en 2012. Censé renforcer les liens économiques et commerciaux de manière multilatérale, ce groupe de coopération a le vent en poupe depuis sa fondation, et cette réunion, présidée par M. Orban, le Premier ministre hongrois, était l'occasion de faire le bilan. On écoute Bohuslav Sobotka :

« Cette rencontre a montré que ce format de coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale est viable. Nous avons lancé différents projets intéressants, même si la majorité d'entre eux ont toutefois un caractère bilatéral. Il s'agit de projets de coopération étroite entre la Chine et les différents pays du groupe 16+1. »

Dans le cas de la République tchèque, les accords 16+1 sont d'une importance significative : ces dernières années, le Premier ministre Bohuslav Sobotka et le chef de l'Etat Miloš Zeman ont beaucoup courtisé le géant asiatique pour attirer des investissements chinois en Tchéquie. En 2014, le président tchèque s'était rendu en Chine pour rencontrer son homologue Xi Jinping, qui lui avait rendu la faveur en venant à Prague en 2016 pour signer des accords de coopérations économiques renforcés. On se souvient de la déclaration de Miloš Zeman à l'époque : « J'aimerais que la République tchèque soit la porte d'entrée de la Chine dans l'Union Européenne ».

La porte d'entrée de la Chine, c'est encore à voir, mais une porte d'entrée pour les Chinois, c'est chose faite. Bohuslav Sobotka a ainsi rappelé les très bonnes prévisions du tourisme chinois en Tchéquie, avant d'évoquer de futures perspectives de collaboration :

« Nous attendons cette année près de 500 000 touristes chinois en République tchèque. Nous avons pour l'instant quatre lignes aériennes directes reliant la Chine à la Tchéquie, deux autres pourraient être mises en place au cours de l'année prochaine. Dans ces deux domaines, nous nous classons donc parmi les leaders du groupe 16+1. Je suis aussi content que nous réussissions à accélérer nos exportations vers la Chine. Nous avons la plus grande croissance sur un an de nos exportations depuis sept ans, en hausse de 29%. Les relations tchéco-chinoises ont bien changé ces dernières années. Il ne s'agit plus seulement de relations politiques mais aussi économiques. Nous collaborons dans le domaine de la santé. Il existe des coopérations entre les régions tchèques et chinoises... »

L'aviation civile et l'industrie du médicament, ce sont les deux secteurs ciblés par Bohuslav Sobotka pour le futur des relations sino-tchèques. Le Premier ministre a ainsi annoncé la tenue d'une rencontre 16+1 en République tchèque en 2018 sur ces sujets.

Bohuslav Sobotka a par ailleurs également savoir que Prague organiserait également une réunion des premiers ministres de l'initiative en 2019, à l'occasion du 70e anniversaire des relations tchéco-chinoises, et ce après le 7e sommet prévu l'an prochain en Bulgarie. La romance entre les PECO et Pékin ne fait donc que commencer.

France Culture s'invite à Prague pour parler Europe centrale

15/11/2017

Enregistrement : <https://francais.radio.cz/france-culture-sinvite-a-prague-pour-parler-europe-centrale-8176611>

L'Institut Français de Prague accueillait, lundi dernier, Emmanuel Laurentin et l'équipe de la Fabrique de l'Histoire, émission de France Culture, pour un atelier et une discussion relatifs à l'histoire en Europe centrale. Co-organisateur de l'évènement, le CEFRES (Centre français de recherche en sciences sociales) avait invité pour l'occasion différents spécialistes des pays du Groupe de Visegrád (V4).

L'après-midi s'est divisé en deux blocs dans la salle du cinéma de l'Institut français, avec d'abord un atelier-débat suivi d'une table ronde, le tout sur le même thème : « l'Europe centrale et ses nostalgies historiques ». Modératrice du débat et directrice du CEFRES, Clara Royer décrit l'évènement :

« C'est un évènement organisé par le CEFRES, en partenariat avec l'Institut Français de Prague, soutenu par celui de Paris, et co-organisé par France Culture, plus précisément par l'émission de la Fabrique de l'Histoire puisque l'équipe nous rejoint pour trois jours pour enregistrer une série d'émissions sur l'usage politique de l'histoire en Europe

centrale, animées par Emmanuel Laurentin. L'idée est de valoriser autant que possible les savoirs, qui sont en train de s'élaborer, les interprétations qui remettent en cause les préjugés, tant ici en Europe centrale qu'en France, où la lecture que l'on fait de la région est assez confuse. »

L'évènement avait en effet une double dimension : permettre aux Praguais, qu'ils soient tchèques ou français, d'en savoir plus sur la région dans laquelle ils vivent, mais surtout proposer aux auditeurs de France Culture une vision plus profonde et détaillée de l'Europe Centrale que celle qu'offrent parfois les médias français. Une double identité que ne renie pas Emmanuel Laurentin, animateur de l'émission :

« Sûrement qu'il y a cette dimension-là. Effectivement il y a cette idée de donner de l'antériorité et de la profondeur de champ grâce à l'histoire à des questions éminemment contemporaines, et à une méconnaissance très grande des Européens qui se considèrent comme les 'constructeurs' de l'Europe, vis-à-vis de ceux qui les ont rejoints plus tard. C'est sûr qu'il y a une dimension pédagogique à expliquer ce qui se passe ici et à dépasser les idées reçues qu'on peut avoir sur ces pays. »

Finalement, l'objectif est accompli, les divers spécialistes invités, Pauli Bauer (Université Charles), Balázs Abloncy (Académie hongroise des sciences), Barbora Spalová (Université Charles) et Andrzej Leder (Académie polonaise des sciences), ayant su retenir l'attention de l'auditoire. Présent pour couvrir l'évènement pour Hulala, un site en français traitant de l'actualité des pays d'Europe centrale, le journaliste Ludovic Lepeltier-Kutasi était en tous les cas convaincu par l'idée :

« Je trouve que c'est bien qu'il y ait ce genre d'évènements, c'est même dommage que ce travail de perspectives croisées sur le V4 ne soit pas plus fréquent. J'espère que ça va donner lieu à d'autres manifestations de ce type. C'est un format court qui permet de remettre en perspective les récits dominants de l'histoire, et la manière dont on sélectionne la mémoire collective avec l'actualité brûlante et politique, notamment en Pologne et en Hongrie. »

La série d'émissions enregistrées par France Culture et Emmanuel Laurentin sera diffusée en quatre parties, chaque jour du 18 et au 21 décembre. Un rendez-vous à ne pas manquer donc, pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Europe centrale.



A Prague, la Cannafest rouvre le débat sur la légalisation du cannabis

13/11/2017

La 8e édition de la Cannafest, un des plus importants festivals au monde consacrés à la promotion du cannabis, s'est tenue à Prague de vendredi à dimanche derniers. Bien que déjà dépénalisé, le cannabis continue d'animer le débat relatif à sa légalisation en République tchèque.

Les visiteurs étaient nombreux ce weekend à la Cannafest. Si certains n'étaient là que par simple curiosité, les consommateurs de cannabis étaient cependant très majoritaires. Il faut dire que l'occasion s'y prêtait idéalement : l'organisation avait pris soin d'inviter non seulement des dizaines de producteurs, mais aussi des ONG, des spécialistes du produit et même pris soin d'installer une « salle récréative » entièrement dédiée à la consommation. Par ailleurs, la parole a été donnée aux partisans de différents points de vue sur la question : associations de promotion du cannabis et associations préventives se côtoyaient ainsi sur les stands.

Toutefois, le constat est clair : même s'ils ont conscience des risques, la plupart des visiteurs et intervenants estiment qu'il est grand temps de légaliser complètement le cannabis. Autour d'une « cannabière » de leur propre fabrication, Vojta et Pablo, Tchéquie et Espagnol, expliquent sur leur stand les raisons de leur soutien à la légalisation :

« Nous sommes favorables à la légalisation de toutes les drogues : c'est un bon moyen de lutter contre les narcotrafiquants. Et puis le cannabis n'est qu'une plante. C'est quelque chose de naturel, comme une tomate ! Nous soutenons pas mal le parti Pirate, nous avons d'ailleurs voté pour eux aux législatives, car ils ont un programme intéressant. »

En République tchèque, depuis 1993, seuls la vente, l'achat et la production sont considérés comme de réelles infractions pénales. La loi, relativement souple et libérale, autorise les citoyens à posséder jusqu'à 15 grammes de cannabis, dont la consommation dans sa forme thérapeutique, sans être remboursée par les caisses d'assurance maladie, est même autorisée depuis 2013. Ce statu quo simplifie les choses, estime Jakub, simple visiteur :

« Ce n'est pas la question de la légalisation du cannabis qui est importante, car une fois que vous avez légalisé le cannabis, il faut aussi tolérer d'autres drogues. Je ne parle pas de l'héroïne ou de la cocaïne, mais le LSD ou les champignons par exemple. Le vrai problème derrière, c'est comment taxer tout ça ? Sur cette question, il faut se tourner vers les Pirates ou même les Verts. »

Si le Parti Pirate, qui a réalisé le troisième meilleur score lors des récentes élections législatives, est souvent mentionné par les visiteurs de la Cannafest, c'est bien parce qu'il prend ouvertement position en faveur de la légalisation du cannabis. Leader des Pirates, Ivan Bartoš justifie sa vision des choses :

« C'est une approche pragmatique et même conservatrice de la question du cannabis. Si nous prenons l'exemple de certains Etats américains comme le Colorado, on s'aperçoit que la légalisation a permis non seulement d'éliminer une grande partie du marché noir, mais aussi d'augmenter les recettes fiscales. Cet argent peut ensuite être utilisé pour financer certains services publics. On a aussi constaté que les jeunes ne consomment pas davantage de cannabis, contrairement aux craintes formulées par les opposants à la légalisation. Concernant les mineurs, la loi serait aussi restrictive que par exemple pour la vente d'alcool, et il n'est pas dans l'intérêt des commerçants d'en vendre aux mineurs. Par ailleurs, en République tchèque, une loi autorise son usage thérapeutique, mais dans les faits vous ne trouvez pas de cannabis dans les pharmacies. Il convient donc là aussi de trouver une solution. Plus généralement, nous estimons le montant des recettes fiscales d'une telle dépénalisation à trois milliards de couronnes (près de 120 millions d'euros). »

En attendant une éventuelle future légalisation, la Tchéquie reste l'un des pays qui compte un des plus grands nombres de consommateurs de cannabis en Europe, notamment parmi les jeunes, âgés entre 15 et 25 ans. Le cannabis restait encore la drogue la plus saisie dans le pays en 2016, avec plus de 600 kilos, loin devant l'héroïne et la cocaïne (source : Observatoire européen des drogues et des toxicomanies).



Ces Sciences Po qui font bouger les lignes

13/02/2019

Sciences Po est, depuis toujours, un lieu d'émulation associative. *Émile* a souhaité mettre en lumière trois initiatives prometteuses qui entendent apporter des réponses concrètes à de grandes problématiques contemporaines.

Par Yasmine Laaroussi et Sébastien Cazabon

La Traverse déniche les initiatives écolos

Ils en sont persuadés : la transition écologique passe par les territoires ruraux. Alexia Beaujeux, Solène Cordonnier et Maxime Verdin viennent de lancer l'association **La Traverse** pour accompagner les acteurs locaux engagés qui n'ont pas toujours l'expertise pour concrétiser leurs projets environnementaux. Pourtant, l'enjeu de demain, c'est une plus grande résilience qui passe par la relocalisation de l'agriculture pour être moins dépendants des circuits mondialisés. *« Ce n'est pas vraiment possible en milieu urbain, assure Alexia Beaujeux. Dans une ville comme Paris, c'est mignon de faire des fraises dans des conteneurs, mais ça ne nourrit pas toute une population ! »*

Les fondateurs de l'association, diplômés de l'École urbaine de Sciences Po, ont entamé en septembre dernier un périple à travers la France pour recenser les actions déjà entreprises dans les territoires. L'objectif est ensuite de mettre à disposition des élus une « boîte à outils » qui leur permettra d'établir une stratégie concrète pour leur collectivité. Au fil de leur parcours, Alexia, Solène et Maxime racontent leurs rencontres à travers une série de podcasts à écouter sur leur site : www.latraverse.lepodcast.fr.

Chemins d'avenirs : faire éclore le potentiel de la France périphérique

Les jeunes des régions rurales n'ont pas toujours les bons outils pour s'orienter et une série d'obstacles bride trop souvent leurs ambitions. Face à ce problème encore marginal dans les politiques publiques, Salomé Berlioux a fondé, en 2016, l'association **Chemins d'avenirs** qui valorise le potentiel des collégiens et lycéens des petites villes de France et des zones rurales. Une initiative née d'une expérience personnelle. *« En grandissant dans un hameau de quelques centaines de personnes dans l'Allier, j'ai eu l'impression que ma scolarité et mon entrée dans la vie professionnelle avaient été un parcours du combattant, se souvient-elle. C'est un vrai sujet d'égalité des chances. Ce constat, que je partageais d'ailleurs avec les futurs membres de l'équipe, m'a amenée à créer l'association ».* Chemins d'avenirs est aujourd'hui implanté dans 39 établissements répartis dans huit académies.

La démarche de l'association repose notamment sur l'accompagnement individuel des élèves par un système de mentorat. En 2020, 1 000 parrains et marraines accompagnent ainsi 1 000 jeunes. Chemins d'avenirs noue aussi des partenariats avec des entreprises et des centres de formation pour aider les collégiens et lycéens à effectuer des stages.

Dans sa démarche d'accompagnement vers les études supérieures, l'association a par exemple négocié un tarif réduit pour que les filleuls qui le souhaitent puissent préparer le concours de Sciences Po au sein d'un institut de formation. Et les résultats sont là ! Gabrielle Légeret, secrétaire générale de Chemins d'avenirs, cite l'exemple de Moulins, dans l'Allier : *« Auparavant, les admissibles n'étaient généralement pas reçus, malgré tout leur travail et celui de leurs enseignants, souvent très engagés à leurs côtés. Dès la première année de parrainage, quatre élèves sur cinq admissibles ont intégré Sciences Po Paris ou un autre IEP. Chaque année, ces résultats se reproduisent. »*

En septembre 2019, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a confié une mission sur l'orientation et l'égalité des chances des jeunes de la France périphérique à Salomé Berlioux, qui rendra son rapport dans les prochains mois.

EKOTA, par les réfugiés, pour les réfugiés

Leen Youssef et Mas Mahmud sont deux jeunes réfugiés arrivés de Syrie et du Bangladesh jusqu'à la rue Saint-Guillaume. Après trois années en France, ils ne peuvent que constater les différences entre les demandeurs d'asile et les organisateurs de l'aide. *« Lors d'un stage au Haut Conseil pour les réfugiés de l'ONU, j'ai réalisé que parmi les 1400 employés, il n'y avait aucun réfugié, ce qui complique la perception des besoins réels »,* raconte Mas. *Leen fait la même remarque : lors de la Journée mondiale des réfugiés où de nombreuses associations étaient présentes, les principaux concernés ont peu participé aux débats.*

En octobre dernier, les deux étudiants ont donc créé **Ekota**, une association qui a pour volonté d'apporter ce regard aux structures. Ils souhaitent notamment organiser des rencontres entre Parisiens et réfugiés autour d'une cause qui mobilise au-delà des frontières : la crise climatique. Des ateliers de sensibilisation sont également en préparation.